



APPEL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES SYNDIQUÉ.E.S  
DE LA CGT FINANCES PUBLIQUES PARIS  
À TOU.TE.S LEURS COLLÈGUES DE LA DRFiP PARIS :

## **NOUS FAISONS LE CHOIX DE LA RÉSISTANCE !**

*Salle Eugène Hénaff, Bourse du Travail, Paris, le 14 Novembre 2017*

Cher.e.s collègues,

Le Président de la République, le Premier ministre et le gouvernement se livrent à une entreprise systématique de destruction des acquis des droits des salarié.e.s. Ils poursuivent leur politique de casse sociale et d'austérité engagée par leurs prédécesseurs.

Il s'agit d'une offensive généralisée contre les droits des salarié.e.s du privé comme du public. Les ordonnances « Travail » organisent le démantèlement du Code du Travail et des conventions collectives. Les notions de solidarité, via le salaire socialisé ouvrant droit aux prestations, sont remises en cause au profit de la budgétisation et de la fiscalisation des ressources de la Sécurité Sociale (augmentation de la CSG dès le début de l'année 2018 de 1,7 point) et la perspective d'un régime unique de retraite par points.

**Dans un tel contexte, nous faisons le choix de la solidarité et de l'action avec tou.te.s les salarié.e.s du privé et du public, françai.se.s ou immigré.e.s, avec les retraité.e.s, les sans-emplois, les précaires et les jeunes dans la Confédération Générale du Travail.**

Le Président de la République et son gouvernement ne voient les fonctionnaires que comme une variable d'ajustement au service du remboursement de la dette avec la réduction drastique des crédits, les suppressions d'emplois, les restructurations et les attaques contre leur statut général, alors qu'ils sont un gain pour la communauté. C'est le sens de la mise en place de CAP2022, un comité chargé d'effectuer des propositions de réorganisations dans la Fonction Publique. Le but de ce comité est clairement de déterminer quelles missions seront transférées, privatisées et/ou abandonnées.

Tandis que le gouvernement fait un cadeau de 4 milliards aux plus fortunés en supprimant l'ISF, pour le service public, c'est une nouvelle cure d'amaigrissement sans commune mesure avec les précédentes qui s'annonce et donc des suppressions d'emplois et des fermetures de structures toujours plus nombreuses... sans oublier les conséquences matérielles pour chacun.e d'entre nous : pouvoir d'achat en berne, possibilités de promotions toujours plus réduites. C'est notre quotidien en tant que fonctionnaires et agent.e.s des finances publiques.

C'est dans ce contexte d'attaques tous azimuts contre les fonctionnaires, et leur stigmatisation, que la DGFIP force l'allure pour démanteler son réseau et remettre en cause nos droits et garanties. C'est le démantèlement de la DGFIP qui est programmé.

Les suppressions d'emplois sont perpétuelles (en moyenne, 2000 par an, 1600 en 2018, et 150 à la DRFiP Paris, auxquelles s'ajoutent les vacances d'emplois, au 1<sup>er</sup> septembre 2017 : -41 A, -88 B et -51 C) et affectent de plus en plus les conditions de travail voire la santé des collègues.

Les fusions, les restructurations, s'accroissent dans le cadre de l'ASR (Adaptation des Structures et du Réseau). Les conséquences sont, du fait de la déconstruction du cadre organisé, une perte du sens du travail avec des injonctions contradictoires, une industrialisation des tâches et toujours l'urgence. Au bout du compte, cela conduit à la dégradation voire à la destruction de nos missions et à la multiplication des situations de souffrance des agents et des usagers qui ont besoin de nos services.

Le directeur général, entendant uniquement se donner plus de latitude dans la gestion de la pénurie des effectifs, veut la remise en cause totale des règles actuelles de mutations pour laisser la part belle à l'arbitraire des directeurs locaux. Son projet vise à accompagner toutes les restructurations qui, via l'ASR entraînent de nouvelles suppressions d'emplois. Cette liquidation des règles actuelles aura des conséquences graves sur tous les agents, y compris ceux qui, aujourd'hui, ne souhaitent pas changer d'affectation, mais seront touchés à terme par des restructurations impliquant une mobilité forcée.

**Nous n'acceptons pas ! Nous ne laisserons pas faire !**

**Nous, syndiqué.e.s CGT des finances publiques à Paris, réuni.e.s en Assemblée Générale, appelons nos collègues à se mobiliser toutes et tous contre l'ensemble des projets destructeurs d'emplois, de missions de service public et de droits des salarié.e.s et des agent.e.s publics.**

**Nous exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations et le retrait du projet du DG sur les mutations, la formation professionnelle et le recrutement !**

**Nous faisons le choix de la résistance ! Vous aussi rejoignez les rangs de la CGT Finances Publiques ! Adhérez à un syndicat combatif et indépendant.**

**Ensemble faisons le choix de la mobilisation ! C'est le moment !**